

Annexe - Montants forfaitaires des frais de voyage par avion, d'hébergement, de repas et de déplacement dans le pays de destination		Bijlage - Forfaitaire bedragen voor de uitgaven in verblijf-, maaltijd- en verplaatsingskosten in het land van bestemming	
Pays / Landen	Frais d'hébergement (par nuit)	Frais de voyage par avion	Frais de repas et de déplacement
	Huisvestingskosten (per nacht)	Reiskosten per vliegtuig	Maaltijd- en verplaatsingskosten
	EUR	EUR	EUR
UNITED ARAB EMIRATES	250	750	105
UNITED KINGDOM	190	200	100
URUGUAY	135	1000	80
U.S.A.	270	1200	105
UZBEKISTAN	200	1000	65
VANUATU	260	1600	100
VENEZUELA	250	750	85
Vietnam	140	1200	50
VIRGIN ISLANDS (U.S.A.)	140	750	95
WALLIS AND FUTUNA	90	1600	90
WEST BANK AND GAZA STRIP	135	500	60
YEMEN	165	750	65
ZAMBIA	200	1200	55
ZIMBABWE	135	1000	70

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit tot vastlegging van de forfaitaire bedragen voor de uitgaven in verband met reiskosten per vliegtuig en verblijf-, maaltijd- en verplaatsingskosten in het land van bestemming als bepaald in artikel 17 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 juli 2017 houdende uitvoering van de ordonnantie van 13 januari 1994 betreffende de bevoordering van de buitenlandse handel en de aantekking van buitenlandse investeringen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financien, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel, S. GATZ

Yu pour être annexé à l'arrêté ministériel fixant les montants forfaitaires des dépenses liées aux frais de voyage par avion, d'hébergement, de repas et de déplacement dans le pays de destination prévus à l'article 17 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2017 portant exécution de l'ordonnance du 13 janvier 1994 relative à la promotion du commerce extérieur et à l'attraction des investissements étrangers de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles, S. GATZ

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE
VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2021/2225]

14 OKTOBER 2021. — Ordonnantie betreffende de uitbreiding van het COVID Safe Ticket in geval van noodzakelijkheid voortvloeiend uit een specifieke epidemiologische situatie

De Verenigde Vergadering heeft aangenomen en Wij, Verenigd College, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepaling, definities en algemene beginselen*

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze ordonnantie wordt verstaan onder :

1° Het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 : het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België, zoals gewijzigd op 27 september 2021;

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/2225]

14 OCTOBRE 2021. — Ordonnance relative à l'extension du COVID Safe Ticket en cas de nécessité découlant d'une situation épidémiologique particulière

L'Assemblée réunie a adopté et Nous, Collège réuni, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition introductive, définitions et principes généraux*

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente ordonnance, on entend par :

1° L'accord de coopération du 14 juillet 2021 : l'accord de coopération entre la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique wallonne et la Commission communautaire germano-flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française

1° L'accord de coopération du 14 juillet 2021 : l'accord de coopération entre la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique wallonne et la Commission communautaire germano-flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française

2° L'accord de coopération du 14 juillet 2021 : l'accord de coopération entre la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique wallonne et la Commission communautaire germano-flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française

3° L'accord de coopération du 14 juillet 2021 : l'accord de coopération entre la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique wallonne et la Commission communautaire germano-flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française

4° L'accord de coopération du 14 juillet 2021 : l'accord de coopération entre la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique wallonne et la Commission communautaire germano-flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française

5° L'accord de coopération du 14 juillet 2021 : l'accord de coopération entre la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique wallonne et la Commission communautaire germano-flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française

6° L'accord de coopération du 14 juillet 2021 : l'accord de coopération entre la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique wallonne et la Commission communautaire germano-flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française

7° L'accord de coopération du 14 juillet 2021 : l'accord de coopération entre la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique wallonne et la Commission communautaire germano-flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française

8° L'accord de coopération du 14 juillet 2021 : l'accord de coopération entre la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique wallonne et la Commission communautaire germano-flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française

9° L'accord de coopération du 14 juillet 2021 : l'accord de coopération entre la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique wallonne et la Commission communautaire germano-flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française

10° L'accord de coopération du 14 juillet 2021 : l'accord de coopération entre la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique wallonne et la Commission communautaire germano-flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française

- 2° L'accord de coopération d'exécution : l'accord de coopération d'exécution du 27 septembre 2021 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique;
- 3° COVID Safe Ticket : le COVID Safe Ticket tel que visé à l'accord de coopération du 14 juillet 2021;
- 4° Evénement de masse : l'événement d'une certaine ampleur organisé en intérieur pour un public de minimum 50 personnes ou en extérieur pour un public de minimum 200 personnes, les collaborateurs et les organisateurs non compris, sous réserve du respect des modalités de l'accord de coopération applicable. Le nombre de personnes est évalué au regard du nombre de personnes présentes sur la base d'invitations individuelles ou, à défaut, de la capacité de l'espace concerné ou du nombre de personnes réellement présentes.
- Une manifestation autorisée par les autorités locales compétentes n'est pas considérée comme un événement de masse;
- 5° Expérience et projet pilote : l'activité présentant un certain degré de risque, organisée en intérieur pour un public de minimum 50 personnes ou en extérieur pour un public de minimum 200 personnes, les collaborateurs et les organisateurs non compris, qui déjette aux mesures de police administrative visant à limiter la propagation du coronavirus COVID-19, qui contribue à la mise en pratique de modalités et de protocoles et qui constitue une expérience à visée de recherche afin d'acquiescer des connaissances supplémentaires sur les modalités de sécurité et les risques de contamination dans le cas d'une activité similaire et où l'accès sera contrôlé par un COVID Safe Ticket ou par des mesures supplémentaires. Le nombre de personnes est évalué au regard de la capacité de l'espace concerné ou du nombre de personnes réellement invitées ou présentes;
- 6° Etablissements de l'Horeca : les établissements de l'Horeca au sens de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, à l'exception des restaurants sociaux et des services relevant de l'aide alimentaire;
- 7° Dançings et discothèques : les dançings et discothèques au sens de l'accord de coopération du 14 juillet 2021;
- 3° Centres de sport et de fitness : les centres de sport et de fitness au sens de l'accord de coopération du 14 juillet 2021;
- 3° Foires commerciales et congrès : les foires commerciales et congrès au sens de l'accord de coopération du 14 juillet 2021;
- 10° Etablissements relevant des secteurs culturel, festif et récréatif : les établissements définis dans l'accord de coopération d'exécution;
- 11° Etablissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables : hôpitaux et établissements d'accueil ou d'hébergement pour personnes âgées. Le Collège réunit peut étendre cette catégorie aux centres de réhabilitation, services d'accueil spécialisés de la petite enfance (SASPE), établissements pour personnes handicapées, établissements psychiatriques ou établissements pour personnes souffrant de troubles mentaux;
- 12° Visiteurs : les visiteurs âgés de 12 ans accomplis d'établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables et les visiteurs âgés de 16 ans accomplis d'établissements ou d'établissements, à l'exception des personnes qui n'accèdent que brièvement à l'événement ou à l'établissement sans y prendre place ou participer à l'événement. Les visiteurs ne comprennent pas l'organisateur, le gestionnaire, le personnel, les travailleurs indépendants ou bénévoles ou toute personne qui (i) se propose de recevoir des soins, (ii) participe ou est impliquée dans la prestation de soins et qui, de ce point de vue, peut être identifiée par la direction ou l'organisation de ces établissements ou (iii) doit avoir accès à l'installation en raison d'une nécessité découlant de la prestation de services ou de soins et dans la mesure où ces personnes sont connues de l'installation;

- 2° Het uitvoerend samenwerkingsakkoord : het uitvoerend samenwerkingsakkoord van 27 september 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschapelijke Gemeenschap-commissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap-commissie betreffende de samenwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de samenwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België;
- 3° COVID Safe Ticket : het COVID Safe Ticket zoals bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021;
- 4° Massa-evenement : het evenement van een zekere omvang dat binnen wordt georganiseerd voor een publiek van minimaal 50 personen of buiten voor een publiek van minimum 200 personen, medewerkers en organisatoren niet meegerekend, met naleving van de modaliteiten van het toepasselijke samenwerkingsakkoord. Het aantal personen wordt bepaald ten opzichte van het hoogste aantal ten opzichte van het aantal genodigden of het aantal personen dat daadwerkelijk aanwezig is. Ontstentis daarvan, van de capaciteit van de locatie in kwestie of het aantal personen dat daadwerkelijk aanwezig is.
- Ben door de lokale besturen toegelaten betoging wordt niet aanzien als een massa-evenement;
- 5° Proef- en pilootproject : de activiteit met een bepaalde risicograad dat binnen wordt georganiseerd voor een publiek van minimum 50 personen of buiten voor een publiek van minimum 200 personen, medewerkers en organisatoren niet meegerekend, waarbij wordt afgeweken van de maatregelen van bestuurlijke politiek om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, die bijdraagt tot de toepassing van modaliteiten en protocollen en die een onderzoeksgericht proef vormt om de toekomstige kennis te verwerven over veiligheidsmodaliteiten en bijkomsten van veiligheid. Het aantal personen wordt bepaald ten opzichte van de capaciteit van de locatie in kwestie of het aantal personen dat daadwerkelijk uitgenodigd of aanwezig is;
- 6° Voorzieningen van Horeca-activiteiten : de voorzieningen van Horeca-activiteiten, zoals bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, met uitzondering van de sociale restaurants en voedselhulpdiensten;
- 7° Dançings en discotheken : de dançings en discotheken zoals bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021;
- 8° Sport- en fitnesscentra : de sport- en fitnesscentra zoals bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021;
- 9° Handelsbeurzen en congressen : de handelsbeurzen en congressen zoals bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021;
- 10° Voorzieningen die behoren tot de culturele, feestelijke en recreatieve sector : de inrichtingen gedefinieerd in het uitvoerend samenwerkingsakkoord;
- 11° Voorzieningen voor residentiële opvang van kwetsbare personen : de zielehuizen en voorzieningen voor opvang of huisvesting van bejaarde personen. Het Verenigd College kan deze categorie uitbreiden tot de revalidatiecentra, diensten voor gespecialiseerde opvang van jonge kinderen (SASPE), instellingen voor personen met een handicap, psychiatrische instellingen of instellingen voor mensen met psychische stoornissen;
- 12° Bezoekers : bezoekers ouder dan 12 jaar van voorzieningen voor residentiële opvang voor kwetsbare personen en bezoekers ouder dan 16 jaar van evenementen of voorzieningen tot uitzondering van personen die slechts kortelings toetreden tot het evenement of de voorziening zonder er plaats te nemen of deel te nemen aan het evenement. Onder bezoekers kan niet worden begrepen de organisator, de uitbater, de directieleden, personeel, zelfstandige of vrijwillige medewerkers of enige personen die (i) zich aanbieden om zorg te krijgen, (ii) deel nemen aan of in de zorgverlening en vanuit die optiek bekend zijn bij de directie of organisatie van deze voorzieningen of (iii) omwille van een noodzakelijkheid vanuit dienstverlening of zorg toegang tot de voorziening moeten verkrijgen en voor zover deze personen bij de voorziening gekend zijn;

13° Begeleider: de persoon die een kwetsbare of zieke persoon begeleidt in een voorziening voor residentiële opvang van kwetsbare personen voor de duur van de verzorging;

14° Organisator: de organisator van een evenement of de uitbater van een voorziening;

15° Schoolgroep: een groep bezoekers die dezelfde school bezoeken en de personen die hen begeleiden die samen een evenement of voorziening bezoeken in het kader van de activiteit die door de school wordt georganiseerd in het kader van de activiteiten in verband met het onderwijs;

16° Deelnemer: elke persoon ouder dan 12 jaar die niet behoort tot een van de categorieën bedoeld bij de punten 12°, 15°, die deelneemt aan een evenement of aanwezig is in een voorziening;

17° RAG: de Risk Assessment Group bedoeld in artikel 7 van het protocol van 5 november 2018 gesloten tussen de federale overheid en de overheden bedoeld in artikelen 128, 130 en 135 van de Grondwet « tot vaststelling van de generische structuren van de sectoraal gezondheidszorg van crisissen voor de volksgezondheid en hun werkwijze voor de toepassing van het Internationaal Gezondheidsreglement (2005) », en Besluit nr. 1082/2013/EU over ernstige grensoverschrijdende bedreigingen van de gezondheid;

18° Huishouden: de personen die onder hetzelfde dak wonen;

19° Benpersoonszaak: Voorziening van Horeca-activiteiten waar het personeel dat is belast met de dienst beperkt is tot één enkele persoon.

Art. 3. § 1. Deze ordonnantie bepaalt de wettelijke basis voor de verworping van persoonsgegevens, die nodig zijn voor het genereren van het COVID Safe Ticket op basis van het digitaal EU-COVID-certificaat.

Zij bepaalt de voorwaarden voor een uitbreiding van het materiële, territoriale en temporale toepassingsgebied van het COVID Safe Ticket voor het grondgebied van het tweetaalige gebied Brussel-Hoofdstad.

§ 2. Met het oog op het gebruik van het COVID Safe Ticket, is het wettelijk kader rond het COVID Safe Ticket zoals opgenomen in het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 van toepassing in geval van uitbreiding van het COVID Safe Ticket.

§ 3. Het gebruik van het COVID Safe Ticket mag enkel toegelaten worden voor houders van een digitaal EU-COVID-certificaat met de leeftijd van 12 en ouder, onder de voorwaarden van huidige ordonnantie en van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, teneinde de toegang tot de betrokken evenementen en voorzieningen te regelen, getoet op de beperking van de sanitaire en organisatorische maatregelen opgelegd in deze evenementen en voorzieningen.

Dit gebruik kan niet dienen om de toegang tot het evenement of de voorziening te ontfangen aan personen onder de 12 jaar of 16 jaar, naargelang het geval.

HOOFDSTUK 2. — Uitbreidingsmaatregelen van het COVID Safe Ticket

Art. 4. § 1. Overeenkomstig en in toepassing van de artikelen 13bis en 13ter van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, mag het Verenigd College het gebruik van het COVID Safe Ticket op het grondgebied van het tweetaalige gebied Brussel-Hoofdstad opleggen of toelaten in de gevallen en onder de voorwaarden die omschreven worden in deze ordonnantie.

Het gebruik van het COVID Safe Ticket houdt in dat de bezoeker geen evenement of voorziening mag betreden zonder te beschikken volgens de modaliteiten omschreven bij artikelen 12, 13 en 14, § 3, van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021.

In afwijking van het vorige lid is de toegang van leden van een schoolgroep tot evenementen en instellingen in het kader van school-activiteiten niet onderworpen aan het gebruik van een COVID Safe Ticket, op voorwaarde dat de beschermingsregels die van toepassing zijn in de schoolcontext tijdens deze activiteit worden toegepast en dat de leden van de schoolgroep een mondkapje of een ander alternatief van stof dragen.

13° Accompanyant: la personne qui accompagne une personne vulnérable, fragile ou malade dans un établissement de soins résidentiels pour personnes vulnérables, le temps des soins;

14° Organisateur: l'organisateur d'un événement ou l'exploitant d'un établissement;

15° Groupe scolaire: un groupe de visiteurs qui fréquentent un même établissement scolaire et les personnes qui les encadrent qui visitent ensemble un événement ou un établissement dans le cadre d'une activité organisée par l'établissement scolaire dans le cadre des activités liées à l'enseignement;

16° Participant: toute personne âgée de 12 ans accomplis non comprise dans une des catégories visées aux points 12° à 15° qui participe à un événement ou est présente dans un établissement;

17° RAG: le Risk Assessment Group visé à l'article 7 du protocole du 5 novembre 2018 conclu entre le Gouvernement fédéral et les autorités visées aux articles 128, 130 et 135 de la Constitution, établissant les structures génériques pour la gestion sectorielle de crises de santé publique et leur mode de fonctionnement pour l'application du Règlement Sanitaire International (2005), et la décision n° 1082/2013/UE relative aux menaces transfrontalières graves sur la santé;

18° Ménage: les personnes vivant sous le même toit;

19° Établissement unipersonnel: établissement de l'Horeca où le personnel qui assure le service est réduit à une seule personne.

Art. 3. § 1^{er}. La présente ordonnance fixe le fondement juridique pour le traitement de données à caractère personnel, nécessaires pour la génération du COVID Safe Ticket basée sur le certificat COVID numérique de l'UE.

Elle détermine les conditions d'extension du champ d'application matériel, territorial et temporel du COVID Safe Ticket pour le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

§ 2. En vue de l'utilisation du COVID Safe Ticket, le cadre juridique relatif au COVID Safe Ticket tel que repris dans l'accord de coopération du 14 juillet 2021 est applicable en cas d'extension du COVID Safe Ticket.

§ 3. L'utilisation du COVID Safe Ticket ne peut être permise que pour les titulaires d'un certificat COVID numérique de l'UE âgés de 12 ans et plus, dans les conditions de la présente ordonnance et de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, afin de réglementer l'accès aux événements et établissements concernés, compte tenu de la limitation de mesures sanitaires et organisationnelles imposées dans ces mêmes événements et établissements.

Cette utilisation ne peut servir à refuser l'accès à l'événement ou à l'établissement aux personnes de moins de 12 ans ou de 16 ans, selon le cas.

CHAPITRE 2. — Mesures d'extension du COVID Safe Ticket

Art. 4. § 1^{er}. Conformément à et en application des articles 13bis et 13ter de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, le Collège réuni peut imposer ou autoriser l'usage du COVID Safe Ticket sur le territoire bilingue de la Région de Bruxelles-Capitale dans les hypothèses et conditions décrites dans la présente ordonnance.

L'usage du COVID Safe Ticket implique que le visiteur ne peut accéder aux événements et établissements s'il ne dispose pas d'un COVID Safe Ticket que l'organisateur a vérifié selon les modalités décrites aux articles 12, 13 et 14, § 3, de l'accord de coopération du 14 juillet 2021.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'accès des membres d'un groupe scolaire aux événements et établissements dans le cadre d'activités avant que les règles de protection applicables dans le cadre scolaire sont appliquées lors de cette activité et que les membres du groupe scolaire portent un masque ou toute autre alternative en tissu.

De même, l'accès à un événement ou à un établissement dans le cadre de personnes concernées portant un masque ou toute autre alternative en tissu et que des mesures de protection individuelle sont adoptées.

L'organisateur veille à mettre en place des mesures destinées à réduire les risques liés à la présence dans l'établissement ou l'événement d'un tel groupe de personnes.

3.2. Sans préjudice de règles plus strictes applicables au secteur d'activité concerné, l'organisateur et les participants sont tenus d'adopter des règles de protection individuelle adaptées afin d'offrir un niveau de protection maximal, lorsque l'usage du COVID Safe Ticket est imposé dans l'établissement ou l'événement. Ils sont à tout le moins tenus de porter un masque ou toute autre alternative en tissu. De même, les accompagnants sont tenus de respecter de telles mesures de protection.

Le masque ou toute autre alternative en tissu peut être enlevé occasionnellement pour manger et boire, et lorsque le port de celui-ci est impossible en raison de la nature de l'activité.

Lorsque le port d'un masque ou de toute autre alternative en tissu n'est pas possible pour des raisons médicales, un écran facial peut être utilisé.

Les personnes qui sont dans l'impossibilité de porter un masque, une alternative en tissu ou un écran facial, en raison d'une situation de handicap attestée au moyen d'un certificat médical, ne sont pas tenues par les dispositions de la présente ordonnance prévoyant cette obligation.

Lorsque de telles exceptions au port du masque s'appliquent, l'organisateur, les participants et les accompagnants veillent à maintenir une distanciation sociale ou tout autre geste permettant d'offrir un niveau de protection maximal.

3.3. L'organisateur est tenu d'informer les visiteurs de l'utilisation du COVID Safe Ticket.

Art. 5. § 1^{er}. L'usage du COVID Safe Ticket ne peut être imposé qu'après que le Collège réuni a constaté que la situation épidémiologique propre au territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale exige.

La situation épidémiologique visée à l'alinéa 1^{er} est évaluée sur la base des indicateurs suivants :

1° le taux d'incidence par 100.000 habitants sur 14 jours et la tendance de ce taux, dans la population générale et parmi les personnes de plus de 55 ans;

2° le taux de positivité;

3° la contagiosité des variants circulants, compte tenu de leur importance relative et de l'évolution probable;

4° le taux de vaccination, en particulier au sein des groupes cibles vulnérables identifiés comme étant des groupes à risque par le Conseil supérieur de la santé;

5° le taux et la vitesse de remplissage des lits hospitaliers généraux et de soins intensifs occupés par des patients qui y sont traités pour COVID-19.

A cette fin, le Collège réuni sollicite l'avis du RAG sur la situation épidémiologique sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale dans un délai de 5 jours ouvrables, sauf urgence spécialement motivée.

3.2. Le Collège réuni désigne les catégories d'établissements et d'événements, parmi les établissements et événements visés à l'article 2, 4° à 11°, pour lesquels l'accès pour les visiteurs est soumis à l'utilisation du COVID Safe Ticket.

Evenzo is de toegang tot een evenement of voorziening in het kader van en om te voldoen aan een wettelijke of reglementaire verplichting niet onderworpen aan het gebruik van een COVID Safe Ticket, op voorwaarde dat de betrokken personen een masker of een ander alternatief van stof dragen en dat individuele beschermende maatregelen worden genomen.

De organisator ziet erop toe dat maatregelen worden genomen om de risico's in verband met de aanwezigheid van een dergelijke groep mensen in het evenement of de voorziening te beperken.

3.2. Overzamenend de strengere regels die van toepassing zijn op de betrokken activiteitssector, moeten de organisator en de deelnemers aangepaste individuele beschermingsregels aannemen voor een maximaal beschermingsniveau, wanneer het gebruik van het COVID Safe Ticket wordt opgelegd in de voorziening of op het evenement. Zij moeten ten minste een mondkapje of een ander alternatief in stof dragen. Zo ook zijn de begeleiders ertoe gehouden dergelijke beschermingsmaatregelen na te leven.

Het mondkapje of elk alternatief in stof mag occasioneel worden afgezet om te eten en te drinken, en wanneer het dragen ervan onmogelijk is omwille van de aard van de activiteit.

Wanneer het dragen van een mondkapje of elk alternatief in stof niet mogelijk is omwille van medische redenen, mag een gelatsscherm worden gebruikt.

De personen die in de onmogelijkheid zijn een mondkapje, een alternatief in stof of een gelatsscherm te dragen omwille van een beperking, gestaat door middel van een medisch attest, moeten niet voldoen aan de bepalingen van deze ordonnantie die deze verplichting voorzien.

Wanneer dergelijke uitzonderingen op de mondkapjeplicht toepassing vinden, zorgt de organisator, de deelnemers en de begeleiders ervoor dat zij de regels van sociale distancing garanderen of enige andere houding die toelaat om een maximaal niveau van bescherming te bieden.

3.3. De organisator is ertoe gehouden de bezoekers te informeren over het gebruik van het COVID Safe Ticket.

Art. 5. § 1. Het gebruik van het COVID Safe Ticket mag slechts worden opgelegd nadat het Verenigd College heeft vastgesteld dat de epidemiologische situatie van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad dat vereist.

De epidemiologische situatie bedoeld in lid 1 wordt beoordeeld op basis van de volgende criteria :

1° de incidentiegraad per 100.000 inwoners over 14 dagen en de tendens van deze graad, onder de algemene bevolking en bij personen ouder dan 55 jaar;

2° de positiviteitsratio;

3° de besmettelijkheid van de circulerende varianten, rekening houdend met hun relatieve belang en waarschijnlijk evoluitie;

4° de vaccinatiegraad, in het bijzonder binnen de kwetsbare doelgroepen die door de Hoge Gezondheidsraad als risicogroepen aangemerkt worden;

5° de bezettingsgraad en -snelheid van de algemene ziekenhuisbedden en de bedden op intensieve zorg door patiënten die behandeld worden voor COVID-19.

Ten dien einde, winst het Verenigd College het advies van het RAG in op de epidemiologische situatie op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad binnen de 5 werkdagen behoudens speciaal gemotiveerde hoogdringendheid.

3.2. Het Verenigd College stelt de categorieën van evenementen en voorzieningen vast, uit de opsomming van evenementen en voorzieningen bedoeld bij artikel 2, 4° t.e.m. 11°, waarvoor de toegang voor bezoekers wordt onderworpen aan het gebruik van het COVID Safe Ticket.

Behoudens een gemotiveerde beslissing van het Verenigd College naar aanleiding van een aanzienlijke verslechtering van de gezondheidssituatie, kan het gebruik van het COVID Safe Ticket niet worden opgelegd aan bezoekers die aanwezig zijn of minder dan 200 personen gelijktijdig aanwezig zijn voor wat betreft de buitenactiviteiten van sport- en recreatieve activiteiten. Wanneer het gebruik van het COVID Safe Ticket wordt opgelegd voor een categorie bedoeld bij lid 1, is de organisator van een evenement of voorziening die omwille van het aantal bezoekers niet onder de verplichting valt, gemachtigd om het toe te passen mits voorafgaande informatie aan de bezoekers.

De beperking tot 50 personen bedoeld in het voorgaande lid, geldt echter niet voor de binnenuitruimte van woonzorginstellingen voor kwetsbare personen, dancings en discotheken, Horecavoorzieningen en sport- en fitnesscentra.

In afwijking van lid 1, wordt het gebruik van het COVID Safe Ticket niet opgelegd in de buitenruimte van Horecavoorzieningen, mits de volgende minimale regels worden nageleefd :

1° de tafels worden zo geplaatst dat een afstand van minstens 1,5 meter tussen de tafelsgelschappen wordt gegarandeerd, tenzij op het open terras voorover de gezelschappen worden gescheiden door een plexiglaswand of een gelijkaardig alternatief, met een minimale hoogte van 1,8 meter;

2° er zijn maximaal acht personen per tafel toegestaan, kinderen tot en met 12 jaar niet meegerekend : een huishouden mag samen de tafel delen, ongeacht de omvang van het huishouden;

3° enkel zitplaatsen aan tafel zijn toegestaan;

4° elke persoon moet aan zijn eigen tafel blijven zitten onder voorbehoud van de bepalingen onder 5° en 6° en behalve voor het beoefenen van cafésporten en kansspelen;

5° buffetten zijn toegestaan;

6° bediening aan de bar is niet toegestaan, behalve in eenmanszaak;

7° minstens één volledige zijde van het terras is te allen tijde geopend en dient zo voorzien te worden in voldoende ventilatie.

§ 3. Het Verenigd College bepaalt de toepassingstijd van het gebruik van het COVID Safe Ticket, die een periode van drie maanden niet mag overschrijden. Indien de duur van de periode van één maand overschrijdt, dan beoordeelt het Verenigd College maandelijks de mogelijkheid om de toepassing van de maatregel vroegtijdig te stoppen, geleidelijk op het nut en de proportionaliteit van deze toepassing.

Art. 6. Bij de invoering van het gebruik van het COVID Safe Ticket alsmede na afloop van elke maandelijks evaluatie uitgevoerd in toepassing van artikel 5, § 3, maakt het Verenigd College een dossier over aan de Verenigde Vergadering dat de elementen bevat die de invoering of de niet-beëindiging van de maatregel hebben verantwoord.

Ten laatste een maand voor het verstrijken van de maatregel, mag het Verenigd College aan de Verenigde Vergadering voorstellen om een nieuwe ordonnantie aan te nemen ten einde de ingevoerde regeling te vernieuwen met aanvullende perioden van maximaal drie maanden, die in geen geval 30 juni 2022 mogen overschrijden. Elke verlenging volgt op een beoordeelde van de uitvoering van deze ordonnantie door het Verenigd College, inzonderheid op basis van de dossiers bepaald bij de vorige alinea.

HOOFDSTUK 3. — Bewaartermijn

Art. 7. Het bewaren van de persoonsgegevens die worden verwerkt voor het genereren en het gebruik van het COVID Safe Ticket is beperkt tot de duur bepaald in het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021.

HOOFDSTUK 4. — Sancties

Art. 8. § 1. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, zijn de burgemeesters belast met de controle van de toepassing van de ingevoerde maatregelen in toepassing van deze ordonnantie door de organisatoren, beheerders en uitbaters van evenementen en voorzieningen.

Sauf décision motivée du Collège réuni en raison d'une dégradation importante de la situation sanitaire, l'utilisation du COVID Safe Ticket n'est pas imposée pour les établissements et événements rassemblant moins de 50 visiteurs simultanément ou moins de 200 personnes simultanément pour les activités extérieures des centres sportifs et de fitness. Lorsque l'utilisation du COVID Safe Ticket est imposée dans une catégorie visée à l'alinéa 1^{er}, l'organisateur d'un événement ou d'un établissement qui n'est pas concerné par l'obligation en raison du nombre de visiteurs est autorisé à l'appliquer moyennant information préalable des visiteurs.

La limitation à 50 personnes visée à l'alinéa précédent ne trouve cependant pas à s'appliquer aux espaces intérieurs des établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables, des dancings et de fitness.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'utilisation du COVID Safe Ticket n'est pas imposée dans les espaces extérieurs des établissements Horeca moyennant le respect des règles minimales suivantes :

1° les tables sont disposées de manière à garantir une distance d'au moins 1,5 mètre entre les tables, sauf sur la terrasse ouverte pour autant que les tables soient séparées par une paroi en plexiglas ou une alternative équivalente, d'une hauteur minimale de 1,8 mètre;

2° un maximum de huit personnes par table est autorisé, les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis non compris, un ménage peut partager une table, peu importe la taille de ce ménage;

3° seules des places assises à table sont autorisées;

4° chaque personne doit rester assise à sa propre table, sous réserve des 5° et 6° et sauf pour l'exercice des jeux de café et des jeux de hasard;

5° des buffets sont autorisés;

5° aucun service au bar n'est autorisé, à l'exception des établissements unipersonnels;

7° un côté au moins de la terrasse est ouvert en tout temps dans son entièreté et doit assurer une ventilation suffisante.

§ 3. Le Collège réunit la durée d'application de l'utilisation du COVID Safe Ticket qui ne peut dépasser trois mois. Si la durée excède ur mois, le Collège réunit l'évaluation mensuelle réalisée en application de l'article 5, § 3, le Collège réunit l'Assemblée réunie un dossier et de la proportionnalité de cette application.

Art. 6. Lors de la mise en place de l'utilisation du COVID Safe Ticket et à l'issue de chaque évaluation mensuelle réalisée en application de l'article 5, § 3, l'Assemblée réunie les éléments qui ont justifié la mise en place de la mesure et reprenant les éléments qui ont justifié la mise en place de la mesure et sa non-termination.

Au plus tard un mois avant l'expiration de la mesure, le Collège réunit peut proposer à l'Assemblée réunie d'adopter une nouvelle ordonnance en vue de proroger le régime mis en place pour des durées complémentaires de trois mois maximum, ne pouvant en tout état de cause pas dépasser le 30 juin 2022. Chaque prorogation fait suite à l'évaluation de l'exécution de la présente ordonnance par le Collège réunit, notamment sur la base des dossiers visés à l'alinéa précédent.

CHAPITRE 3. — Délais de conservation

Art. 7. La conservation des données personnelles traitées en vue de gérer et d'utiliser le COVID Safe Ticket est limitée à la durée définie dans l'accord de coopération du 14 juillet 2021.

CHAPITRE 4. — Sanctions

Art. 8. § 1^{er}. Sans préjudice des compétences des officiers de police judiciaire, les bourgmestres sont chargés du contrôle de l'application des mesures mises en place en application de la présente ordonnance par les organisateurs, gestionnaires et exploitants des événements et établissements.

§ 2. Sans préjudice de mesures imposées par le bourgmestre en application de la Nouvelle loi communale et des peines comminées par le Code pénal et les lois particulières, est puni d'une amende de 50 euros à 500 euros le visiteur ou le participant qui contrevient aux dispositions des articles 4, 5 et 7.

Sans préjudice de mesures imposées par le bourgmestre en application de la Nouvelle loi communale et des peines comminées par le Code pénal, est puni d'une amende de 50 euros à 2.500 euros l'organisateur qui contrevient aux dispositions des articles 4, 5 et 7.

CHAPITRE 5. — Extensions locales

Art. 9. Sans préjudice des modalités prévues à l'article 13bis, §§ 4 et 5, de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, le bourgmestre qui envisage de mettre en œuvre de telles mesures sollicite l'accord du Collège réuni avant de promouvoir des mesures locales en application des articles 13bis, § 3, et 13ter, § 3, de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, afin d'évaluer l'opportunité d'assurer une uniformité de mesures au niveau de l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

CHAPITRE 6. — Entrée en vigueur et fin

Art. 10. Sans préjudice des mesures imposées par l'autorité fédérale en application de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, compte tenu des définitions de la présente ordonnance, la présente ordonnance entre en vigueur le 15 octobre 2021.

L'utilisation du COVID Safe Ticket en vertu de la présente ordonnance prend fin au plus tard le 14 janvier 2022, sauf prorogation adoptée conformément à et en application de l'article 6.

L'utilisation du COVID Safe Ticket en vertu de la présente ordonnance prend fin si une situation d'urgence épidémique est déclarée conformément à l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique.

En tout état de cause, l'utilisation du COVID Safe Ticket en vertu de la présente ordonnance prend fin le 1^{er} juillet 2022.

L'rommune la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 octobre 2021.

La Membre du Collège réuni,
en charge de l'Action sociale et de la Santé,

E. VAN DEN BRANDT

Le Membre du Collège réuni,
en charge de l'Action sociale et de la Santé,

A. MARON

Le Membre du Collège réuni,
en charge des Prestations familiales, du Budget,
de la Fonction publique et des Relations extérieures,

S. GATZ

Le Membre du Collège réuni,
en charge des Prestations familiales, du Budget,
de la Fonction publique et des Relations extérieures,

B. CLERFAYT

Note

Documents de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune :

Séance ordinaire 2021-2022

3-89/1 Projet d'ordonnance

3-89/2 Rapport

3-89/3 Amendements après rapport

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 8 octobre 2021.

§ 2. Overminderd de maatregelen opgelegd door de burgemeester in toepassing van de Nieuwe Gemeentewet en de door het Strafwetboek opgelegde straffen, wordt de organisator die de bepalingen van artikel 4, 5 en 7 overtreedt, gestraft met een geldboete van 50 tot 500 euro.

Overminderd de maatregelen opgelegd door de burgemeester in toepassing van de Nieuwe Gemeentewet en de door het Strafwetboek opgelegde straffen, wordt de organisator die de bepalingen van artikel 4, 5 en 7 overtreedt, gestraft met een geldboete van 50 tot 2.500 euro.

HOOFDSTUK 5. — Lokale uitbreidingen

Art. 9. Overminderd de modaliteiten zoals bepaald bij artikel 13bis, §§ 4 en 5, van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, vraagt de burgemeester die overweegt om dergelijke maatregelen in te voeren de goedkeuring van het Verenigd College, alvorens lokale maatregelen uit te voeren van de bepalingen van de artikelen 13bis, § 3, en 13ter, § 3, van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, om de uniformiteit van de maatregelen op niveau van het volledige grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest na te gaan.

HOOFDSTUK 6. — Inwerkingtreding en einde

Art. 10. Zonder afbreuk te doen aan de maatregelen opgelegd door de federale overheid in toepassing van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, geldt op de definities vervat in huidige ordonnantie, treedt deze ordonnantie in werking op 15 oktober 2021.

Het gebruik van het COVID Safe Ticket in toepassing van deze ordonnantie wordt beëindigd ten laatste op 14 januari 2022, behoudens verlenging ingevorderd overeenkomstig en in toepassing van artikel 6.

Het gebruik van het COVID Safe Ticket in toepassing van deze ordonnantie wordt beëindigd indien een epidemische noodsituatie wordt afgekondigd overeenkomstig artikel 3, § 1, van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie.

In elk geval wordt het gebruik van het COVID Safe Ticket in toepassing van deze ordonnantie beëindigd op 1 juli 2022.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 oktober 2021.

Het Lid van het Verenigd College,
bevoegd voor Welzijn en Gezondheid,

E. VAN DEN BRANDT

Het Lid van het Verenigd College,
bevoegd voor Welzijn en Gezondheid,

A. MARON

Het Lid van het Verenigd College,
bevoegd voor de Gezinsbijlagen, Begroting,
Openbaar Ambt en Externe betrekkingen,

S. GATZ

Het Lid van het Verenigd College,
bevoegd voor de Gezinsbijlagen, Begroting,
Openbaar Ambt en Externe betrekkingen,

B. CLERFAYT

Nota

Documenten van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschapscommissie :

Gewone zitting 2021-2022

B-89/1 Ontwerp van ordonnantie

B-89/2 Verslag

B-89/3 Amendementen na verslag

Integraal verslag :

Bespreking en aanname : vergadering van vrijdag 8 oktober 2021